

Administration du pétrole—Loi

ces productrices, dans sa forme actuelle, et des provinces consommatrices aussi, selon moi, en tout cas, de la province d'Ontario.

Et puisque je parle de l'Ontario, je suppose que les 55 députés du parti ministériel qui représentent cette province doivent se demander comment il se fait, bien que leur nombre dans le caucus soit passé de 36 dans l'ancienne législature à 55 actuellement, que leur représentation au cabinet ait été réduite. Ces députés de l'Ontario doivent sûrement se demander lorsqu'ils rentrent chez eux le soir, comment il se fait que la 29^e législature comptait 11 ministres de l'Ontario—et le Québec, en deuxième lieu, en comptait neuf—tandis que dans la 30^e législature, le même premier ministre n'a choisi que 10 ministres de l'Ontario et 11 du Québec.

M. Turner (London-Est): Vous n'en seriez jamais, de toute façon.

M. Stevens: Ma foi, il s'agit de votre caucus. J'ai traité brièvement de la question connexe de la conservation. J'espère que les députés de l'Ontario se demandent pourquoi le gouvernement n'a pas mis au point des mesures plus efficaces de conservation de l'énergie dans notre pays. Aux États-Unis, par exemple, on a réduit la limite de vitesse sur les routes. Cette initiative a non seulement abouti à une économie considérable d'énergie, mais elle a également eu l'avantage d'épargner bien des vies humaines, puisque les accidents de la route ont diminué. J'ai examiné la situation aujourd'hui et j'ai constaté que sur 100 millions de milles parcourus par des voitures, le nombre des accidents aux États-Unis est passé de 20 à 25 p. 100 depuis que la limite de vitesse est devenue obligatoire dans ce pays. Pourtant, notre gouvernement n'a cessé de répéter qu'il n'avait pas l'intention de prendre de telles mesures mais qu'il espérait, grâce à un budget publicitaire d'un million de dollars, persuader les Canadiens d'aviser à des moyens de conservation.

Conservation veut dire conservatisme. Nous croyons en la conservation, et nous croyons certes que, s'il y a pénurie grave d'énergie, nous devrions non seulement chercher de nouvelles réserves chez nous mais ménager celles auxquelles nous puisons déjà. Ce n'est que récemment que le Canada a établi des statistiques nationales sur ses réserves d'énergie. Jusqu'à tout dernièrement, le gouvernement canadien devait compter sur les chiffres que lui fournissaient les compagnies de pétrole, chiffres qui permettaient difficilement d'établir une politique nationale valable mais n'étaient utiles qu'aux entreprises et aux industries.

Il nous est encore difficile d'établir quelles sont vraiment nos réserves d'énergie. Les planificateurs tant des sociétés que de l'État ont eu beaucoup de difficulté à établir des prévisions valables. En dépit de notre manque de connaissance sur nos réserves énergétiques, il n'y a pas de doute que bien longtemps avant la prétendue crise de l'énergie de 1973, les experts de l'industrie du pétrole, du gouvernement et des universités nous ont dit que nous épuisions nos ressources dans ce domaine à un rythme peut-être trop rapide. Ils nous ont dit que nous devrions chercher d'autres sources d'énergie et aussi une façon de mettre un terme à notre utilisation extravagante de ressources épuisables, mais le gouvernement actuel a décidé de ne faire pratiquement rien.

[M. Stevens.]

● (1640)

Même aujourd'hui, au moment où le système économique mondial menace de s'effondrer à cause des problèmes énormes de balances des paiements que suscite l'incapacité du monde occidental de payer des prix forts pour de l'énergie, à une époque où les populations des pays pauvres meurent de faim et voient peu d'espoir de pouvoir jamais améliorer leur sort à cause du prix élevé de l'énergie, et en dépit de l'exemple qu'ont donné nos voisins du Sud, que j'ai déjà touché, nous ne faisons rien au Canada pour ménager nos réserves essentielles et très peu pour mettre au jour de nouvelles sources d'énergie et trouver d'autres façons d'assurer l'énergie nécessaire à notre vie industrielle et sociale.

A une époque où tous les pays industrialisés du monde attachent de plus en plus d'importance à l'idée générale du transport par fer et à la mise au point de nouvelles formes de technologie dans le domaine du transport urbain et interrurbain, nous, au Canada en sommes encore au pas des années 50. Nous n'effectuons pratiquement pas de recherche sur les problèmes afférents aux réseaux de transport urbain. Le gouvernement actuel n'a pas l'idée d'aider les gouvernements provinciaux à établir des programmes de transport urbain qui nous libéreraient de l'esclavage de l'automobile, qui consomme tellement trop d'essence, et contribueraient à amener rapidement au travail nos citoyens qui vivent dans les grandes villes. Alors que la plupart des autres pays développent et améliorent leurs réseaux de chemins de fer, nous arrachons nos voies ferrées et nous diminuons le nombre des services ferroviaires, obligeant les Canadiens à utiliser l'automobile ou l'autobus.

Il est peut-être injuste d'en rejeter le blâme sur le seul ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Son collègue, le ministre des Transports, a certainement sa part de responsabilité dans cette situation: il a peut-être établi un nouveau record en matière d'incompétence et d'incapacité à diriger ce ministère. On entend parler d'un nouveau remaniement du cabinet.

Le vice-président: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est épuisé.

Des voix: Continuez.

Le vice-président: Le comité désire-t-il que le député soit autorisé à poursuivre?

Une voix: Il ne dit rien, donc, laissez-le continuer.

Des voix: D'accord.

M. Stevens: Merci beaucoup, monsieur le président. Je ne veux pas dépasser mon temps de parole, sinon pour ajouter que j'aimerais avoir l'occasion de prendre de nouveau la parole sur cet important bill. Beaucoup de mes collègues ont l'intention d'intervenir, nous croyons que de nombreux ministériels de l'Ontario devraient également prendre la parole en faveur des consommateurs de l'Ontario et les informer que les problèmes énergétiques sont surtout attribuables à l'incompétence du gouvernement actuel.

Des voix: Bravo!

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, ce n'est pas l'aspect le moins utile du discours du député de Peel-Dufferin-Simcoe que d'avoir amené à s'exprimer le député de York-Simcoe qui vient de lancer un appel retentissant en faveur d'une augmentation des prix pour les consommateurs de l'Ontario. Nous ferons en sorte que ses com-